

Assises de la Solidarité Internationale : le volontariat en question

par Olivier Givre

2001, "Année du Volontariat" : une déclaration symbolique qui est aussi l'indice d'un intérêt grandissant pour l'engagement en faveur du développement... dont atteste aussi le succès des deuxièmes Assises de la Solidarité Internationale, qui ont réuni le 28 septembre 2001 dans les locaux de l'IEP-Lyon, à l'initiative d'Arcades International, Handicap International, Vétérinaires sans Frontières et RESACOOOP (Réseau d'appui à la coopération en Rhône-Alpes) un grand nombre d'acteurs de l'action humanitaire ou, comme le préfèrent certains, "solidaire". Une manière de distinguer travail de développement et action d'urgence, et de ne pas résumer à l'assistance aux populations en détresse un engagement qui implique aussi une réflexion sur les rapports entre pays "riches" et "pauvres", les processus politiques liés au développement et des éléments critiques sur les conséquences d'une économie de marché non-solidaire. Ces 2èmes Assises sont également le reflet d'un véritable ancrage lyonnais de l'action solidaire : "Lyon est parfois nommée capitale de l'humanitaire" note Nicolas Eglin, chargé de la communication de Vétérinaires Sans Frontières (VSF). *"Même si les ONG, par définition, ne sont pas liées à un territoire déterminé, il faut reconnaître qu'il y a ici une forte densité d'initiatives et de réseaux"*. L'ERAC (Espace Rhône-Alpes de la Coopération), organisé en société civile immobilière, en est un exemple, réunissant depuis 1992 un certain nombre des associations d'origine lyonnaise susmentionnées et quelques autres.

En filigrane des différents thèmes traités (interculturalité, effets de l'expatriation, émergence d'ONG locales, place des pays pauvres dans les relations internationales), une question générique qui nous intéresse plus précisément : comment faire d'un engagement militant une véritable activité professionnelle ?

Au sein des ONG, le parcours d'un volontaire est déterminé très en amont, bien avant le départ en mission : comprendre les motivations de départ, faire coïncider ces motivations avec les objectifs et les méthodes de travail de l'organisation, préparer les candidats au travail interculturel : c'est d'un véritable projet professionnel qu'il s'agit, et les

services de recrutement jouent un rôle fondamental dans les premières étapes d'un processus qui consiste à faire de l'humanitaire un métier. Plusieurs intervenants des Assises insisteront sur cette dimension du dialogue interculturel, point essentiel de la formation des "agents de développement" aux situations de terrain : écouter, savoir mettre de côté ses réflexes culturels, s'intégrer dans des équipes internationales et gérer le décentrement que requiert tout séjour prolongé à l'étranger. L'action solidaire et la coopération sont des domaines d'activité en expansion, qui séduisent un grand nombre de jeunes au sortir des universités : une expérience à l'étranger, qui plus est pour des raisons humanistes, représente une étape importante dans un parcours professionnel et personnel ; les niveaux de sélection ont en conséquence du suivre l'augmentation des demandes de départ en mission. Ainsi, Handicap International recrute principalement ses volontaires parmi les étudiants et un bagage professionnel d'au moins deux ans est en général exigé. Les critères de sélection ne laissent pas la place à l'improvisation : test psychologique des motivations du candidat, entretien technique sur ses compétences, "profilage" du poste... Sous réserve d'avis positif, le candidat sera ensuite admis à l'une des six sessions annuelles de formation, d'une durée de quinze jours, lors desquelles sont abordés des sujets aussi divers que les valeurs défendues par l'association ou les problèmes de l'expatriation. Suite à l'afflux de volontaires étrangers, ces formations sont aussi dispensées en anglais. Au total, on est loin de l'engagement romantique et plus proche d'une méthodologie de l'intervention, ce qui suppose aussi une autre conception du travail collectif et du volontariat.

L'Association Française des Volontaires du Progrès, par exemple, un organisme basé dans la région parisienne qui propose à de jeunes européens d'accomplir des missions de coopération, présente le même genre de démarche "professionnalisante", articulée autour d'un discours, d'une méthode de formation, d'un état d'esprit. Autour de la formule *"se confronter à une autre culture pour connaître sa culture"*, la notion de "tiers" prend une résonance ethnologique singulière : le volontaire est un

"tiers "entre sa propre culture et celle de ses interlocuteurs en mission, et pas seulement un technicien. Bref, si le développement ne prend pas en compte la complexité culturelle locale et la relativité de nos propres modes de pensée, il y a de fortes chances pour que l'action demeure superficielle : on ne peut comprendre les sociétés africaines par exemple sans connaître la place de l'oralité ou de la religion dans ces sociétés, ce qui interroge inévitablement les conceptions occidentales de la parole ou du religieux. D'où l'ambiguïté de la dimension culturelle du développement : comme s'il fallait nécessairement exporter une autre culture en même temps que des moyens d'action. *"Pourtant, les gens du tiers-monde n'ont pas le monopole du sous-développement"*, ainsi que nous le rappelle avec malice le représentant du SCD (Service Coopération au Développement), tout en évoquant les dangers d'un exotisme vaguement paternaliste : *"il ne faut jamais oublier qu'on est étranger là-bas, tout comme je suis étranger ici"*.

La dimension intellectuelle de l'engagement solidaire ne doit pas faire oublier que c'est aussi de compétences très concrètes que les ONG ont souvent besoin : comptabilité, travail administratif, métiers du bâtiment, mécanique... Les tenants d'une professionnalisation accrue notent d'ailleurs que les qualités d'un bon coopérant sont exactement les mêmes que celles qu'un employeur conventionnel recherche habituellement : aptitude au travail d'équipe, intégration d'une nouvelle "culture", ouverture et adaptation... Un certain nombre de parcours personnels reflètent cette transition de l'engagement militant à la professionnalisation : expériences en Palestine, au Guatemala, au Niger, travail avec des expatriés, des experts locaux... Les mêmes questionnements reviennent : en quoi consiste réellement le travail de "terrain"? Comment tirer parti de toutes les expériences, y compris les plus déstabilisantes ? Quelle est la place respective des facteurs humain, culturel et professionnel ? Comment se gère le "désengagement", ou le retrait", le retour en fait ? Des parcours d'une grande diversité : pour l'un il s'agissait d'acquérir une compétence, de se former à la supervision de projets de développement ; pour l'autre c'était d'abord un " désir de fuite " vers d'autres horizons, une motivation intime. Dans tous les cas, c'est la maturation d'un projet personnel et professionnel, quel qu'il soit (travail dans le

développement, journalisme...), qui permet de conférer une continuité à l'expérience. Pour définir les métiers du développement, Jacques Godet, de l'ISARA, parle volontiers *"d'ingénierie sociale"*, c'est-à-dire d'un ensemble de professions intégrant les avancées théoriques et méthodologiques des sciences sociales, au service de dynamiques entrepreneuriales, où l'on n'hésite pas à parler de compétences, de projet, de résultat. La coloration culturelle dont on a coutume d'enjoliver les projets de développement, cette idée selon laquelle l'échange entre les cultures doit présider à l'action solidaire, est à manier précautionneusement : *"le schéma classique du développement est dépassé depuis longtemps. Si l'on "ethnologise" le développement, on aboutit à des blocages"*. Autrement dit, ce n'est pas en partant de principes culturels que l'on devient un bon acteur du développement ; c'est plutôt en appliquant sans idées préconçues des méthodes héritées des sciences sociales (méthodes participatives, conception systémique des sociétés, analyse des blocages, restitution de la complexité du terrain local) que l'on peut se forger une "culture" du développement.

Alors, faut-il conclure, à l'instar de l'une des participantes, que *"le temps des volontaires pleins de bonnes intentions, qui se consacrent à l'interculturel, est révolu"*, au bénéfice de professionnels qui exercent, dans l'humanitaire ou le développement, un métier comme un autre ? *"La question n'est pas récente"*, selon Jean-Noël Nguimbi-Mabiala, président d'Arcades International, *"les deux ne sont pas contradictoires, on peut très bien exiger en même temps de bonnes connaissances culturelles et des compétences techniques"*. Manière de dire que le débat est ailleurs : *"la question du moment, c'est plutôt celle de l'émergence d'ONG locales, qui seraient capables d'accomplir le travail des ONG étrangères : quelle place vont-elles occuper, selon quels principes fonctionneront-elles, comment articuleront-elles leur travail par rapport aux pouvoirs politiques locaux ?"*. Pour le coup, c'est bien d'une "culture" du volontariat, qu'il s'agit, d'une histoire de la notion de développement, de la formation et de l'autonomisation de futurs cadres nationaux, aptes à créer une structure et développer un projet tout en gérant des relations avec des coopérants européens et les pouvoirs locaux.